

ansm

Agence nationale de sécurité du médicament
et des produits de santé

PROGRAMMATION DES TRAVAUX – ANSM VENDARGUES

Phase consultation du maître d'œuvre

Accueil →

TABLE DES MATIERES

Table des matières

TABLE DES MATIERES	1
PREAMBULE	2
OBJECTIF DE LA MISSION	2
PRESENTATION DU SITE	3
I. Contraintes liées au site	4
A. Topographie	4
B. Climatologie	4
II. Contraintes liées à l'opération	5
A. Intervention en site occupé	5
B. Intervention en site classé	5
III. Besoin de l'opération	6
PROGRAMME TRAVAUX	7
I. Réfection de l'étanchéité en toiture terrasse	7
A. Bâtiment administratif	7
B. Bâtiment laboratoire	8
II. Mise en place d'isolation thermique par l'extérieur	10
A. Bâtiment administratif	11
B. Bâtiment laboratoire	11
MISSION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE	12
II. Détail de la mission PRO	13
III. Détail de la mission ACT/DCE	14
IV. Détail des missions EXE et VISA:	19
V. Détail de la mission DET	19
VI. Détail de la mission OPC	24
VII. Détail de la mission AOR	24

PREAMBULE

L'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé (abrégé ANSM) est un établissement public qui a pour mission principale d'évaluer les risques sanitaires présentés par les médicaments et produits de santé destinés à l'être humain.

Elle est aussi l'autorité unique en matière de régulation des recherches biomédicales.

OBJECTIF DE LA MISSION

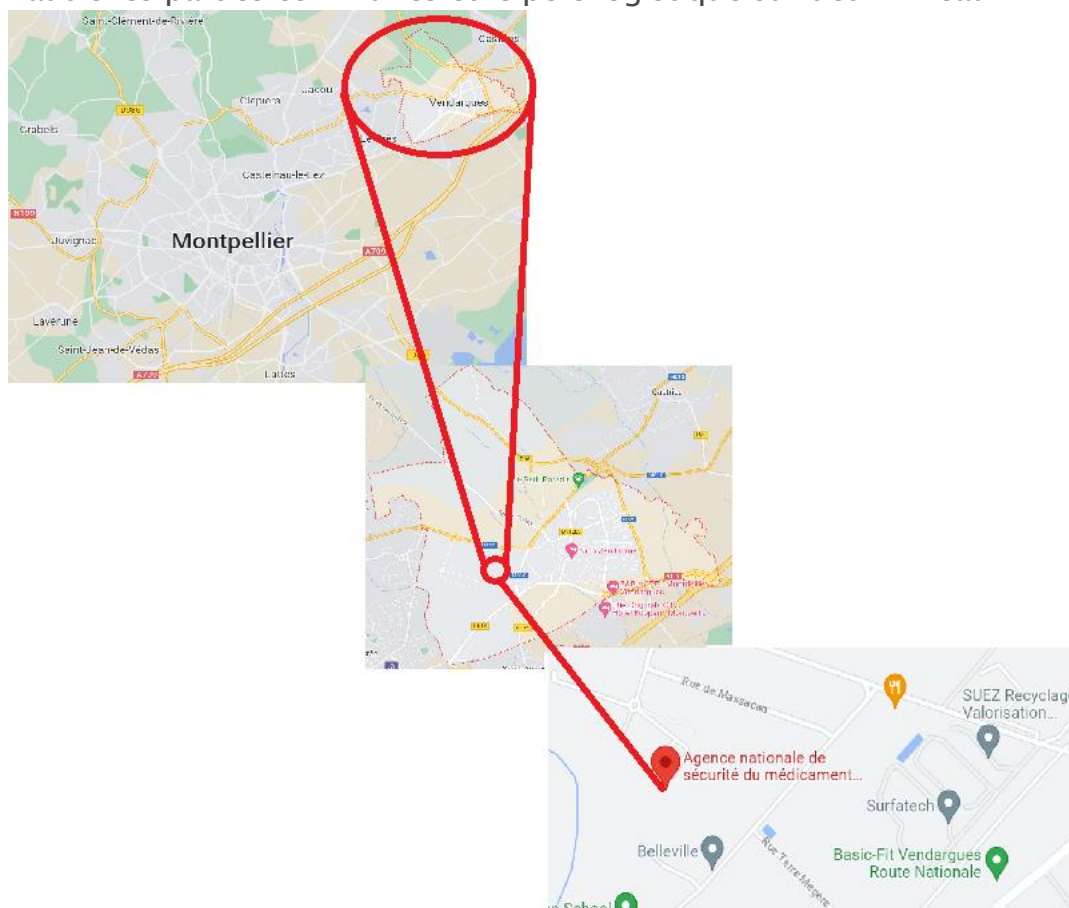
L'ANSM est actuellement propriétaire d'un bâtiment d'une surface de 6 600 m² sur la commune de Vendargues et se doit de réaliser les travaux d'entretien de son patrimoine, concernant notamment l'étanchéité des toitures et des façades.

A ce stade, l'ANSM souhaite un accompagnement sur les 2 points suivants :

- Finalisation du DCE produit à ce jour par l'ANSM
- Assistance au choix du futur Maître d'Œuvre

PRESENTATION DU SITE

Le site est situé sur un terrain d'une superficie de 39 448 m² qui appartient à l'ANSM. Les locaux actuels se répartissent principalement sur deux bâtiments indépendants, l'un hébergeant l'accueil et les laboratoires de manière cloisonnée l'autre les parties communes et le pôle logistique sur deux niveaux.



L'ensemble immobilier est situé sur le terrain cadastré BA numéro 105 lieu-dit « 635, rue de la garenne » à Vendargues, d'une superficie de 39 448 m² qui appartient à l'ANSM.

Les locaux occupent une surface totale d'environ 6815 m² comprenant :

- Le bâtiment administratif : 2557 m²
- Le bâtiment laboratoires : 3721 m²
- Les locaux techniques : 537 m²



I. Contraintes liées au site

A. Topographie

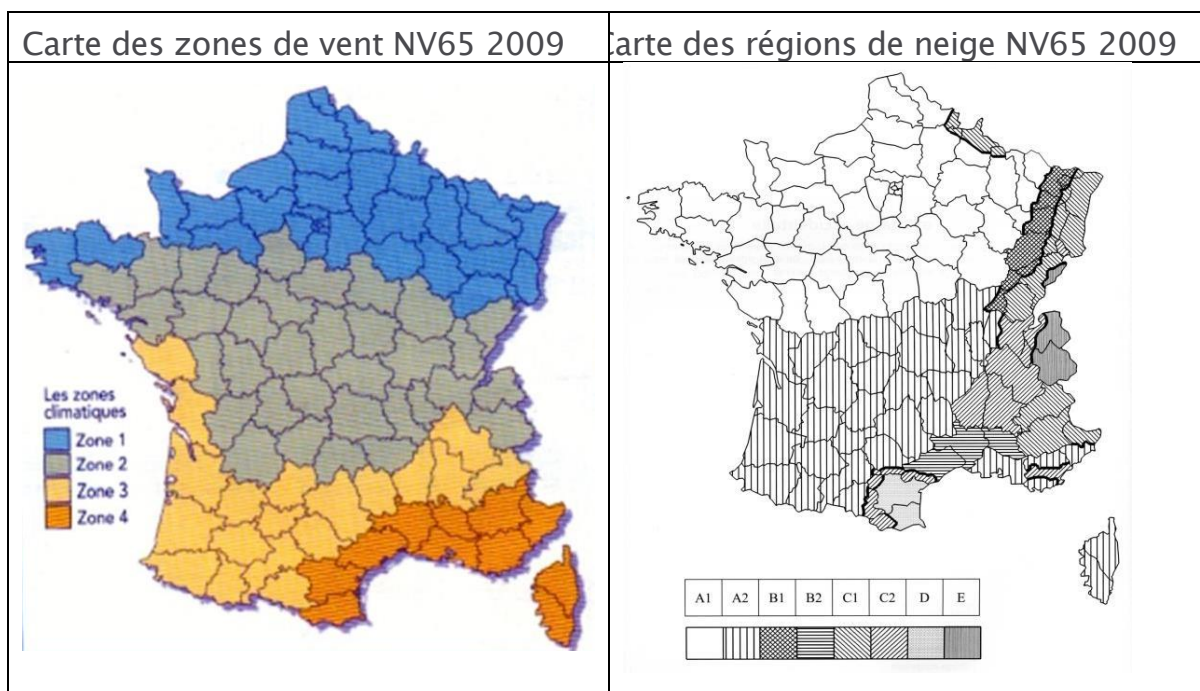
Le site de l'opération est globalement plat. Des dénivellations se situent le long du bâtiment du laboratoire ainsi qu'à la jonction entre les deux bâtiments.



B. Climatologie

Les caractéristiques climatologiques à prendre en considération sont selon NV 65 – Février 2009 :

- Vent : Zone = 3
- Neige : Région = B2



II. Contraintes liées à l'opération

A. Intervention en site occupé

Il est à noter que les travaux seront réalisés en site occupé. Par conséquent, une attention particulière devra être apportée sur la maîtrise des localisations, délais et nuisances provoqué par le chantier.

De plus, une continuité de l'alimentation électrique sera impérative durant toute la durée du chantier.

Il sera également à prendre en compte les contraintes techniques du site concernant les approvisionnements. Une note sur le stockage, les manutentions devra être réalisée. Il est également indiqué une probabilité de grutage à partir de la voie publique. Des demandes d'autorisations seront alors à déposer auprès des services compétents.

Un éventuel phasage des horaires de travaux seront peut-être à mettre en œuvre avec les interventions sur site en horaires décalés.

L'ANSM indique qu'il n'y a pas d'installation de chantier prévu dans les locaux compte tenu de la continuité de l'activité. Toutefois, il est indiqué la possibilité de réaliser l'installation de chantier en extérieur.

B. Intervention en site classé

Le site, dans son intégralité, est classé et par conséquent soumis à de stricts mesures de sécurités.

Avant de pouvoir intervenir, il est nécessaire d'obtenir les autorisations et les habilitations nécessaires, ainsi que de respecter les protocoles de sécurité en vigueur.

Les interventions devront être minutieusement planifiées et coordonnées. Il est important de respecter les délais fixés, de coordonner les actions avec les autres acteurs impliqués et d'assurer une communication constante pour garantir le bon déroulement de l'intervention.

La présence d'un bâtiment de laboratoire nécessite également des préconisations particulières.

Une méthodologie d'intervention dans le bâtiment laboratoire devra être étudiée et mise en œuvre.

1. Sécurité

L'accès au laboratoire se fera de façon sécurisée selon une méthodologie qui sera élaborée en collaboration entre la maîtrise d'œuvre et les équipes de l'ANSM.

- Jours et horaires d'intervention
- Personnes habilitées à pénétrer dans le bâtiment

2. Travaux

La spécificité des locaux de type laboratoire nécessite une mise en œuvre particulière des travaux. En effet, il sera nécessaire de limiter la propagation de poussière et de résidus de chantiers.

De plus, une temporalité des travaux sera minutieusement étudiée entre la maîtrise d'œuvre et les équipes de l'ANSM afin :

- D'avoir un planning global des interventions dans les laboratoires ;
- D'élaborer le processus d'intervention ;
- D'échanger sur la nécessité du port d'équipements spécifiques

III. Besoin de l'opération

Cette opération rentre dans le cadre de la politique globale de l'ANSM de rénovation énergétique de leurs locaux. Il est donc demandé une augmentation de la qualité énergétique des bâtiments et dont les besoins techniques correspondent aux normes applicables dans le cadre du décret tertiaire.

Ce besoin de qualité énergétique des bâtiments est également nécessaire pour une mise en conformité des locaux en termes d'hygiène et de sécurité

correspondant au Code du Travail et ainsi assuré et augmenter la qualité de vie au travail des collaborateurs de l'ANSM.

Il est demandé à ce que les travaux doivent permettre une meilleure maintenance des équipements et permettre à l'ANSM de réaliser des économies d'énergie du site. De plus, il sera demandé la mise en place de matériaux et d'équipements permettant :

- Une modification rapide dans le cadre de restructurations futures ;
- Une facilité de fourniture en pièces détachées
- Une cohérence avec les matériaux et équipements actuellement mis en œuvre
- Satisfaire le code du travail ainsi que le code de la santé publique.

PROGRAMME TRAVAUX

L'ANSM a mandaté la société ALTEREA afin de réaliser un audit énergétique dans le but de pouvoir réaliser les travaux nécessaires pour obtenir un bâtiment permettant de faire des économies d'énergies mais également dans un but d'amélioration patrimoniale des bâtiments.


ALTEREA a remis son rapport en date du 16 septembre 2022. Dans ce rapport un certain nombre d'intervention sont préconisés. Aujourd'hui l'ANSM souhaite lancer les premiers travaux en débutant par les travaux concernant l'enveloppe des bâtiments :

- Réfection de l'étanchéité en toiture terrasse
- La mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur

I. Réfection de l'étanchéité en toiture terrasse

A. Bâtiment administratif

Le rapport d'ALTEREA nous indique l'état de la toiture terrasse du bâtiment administratif :

Plancher haut						
Toiture-terrasse			Surface	U	P	V
	Type :	Charpente métallique	1 315 m²	0,21	2	1
	Épaisseur :	10 cm				
	Mise en œuvre de l'isolation :	Isolation par-dessus				
	Isolant :	Laine de verre				
	Épaisseur d'isolation :	6 cm				
	Étanchéité :	Membrane PVC				
		Présence de défaut d'étanchéité, Mauvaise évacuation des eaux de pluie				
	Pathologies :					
Garde-fou 2018 (R) :	RTex 3,3					

Plancher bas						
Plancher bas sur terre-plein			Surface	U	P	V
	Type :	Dalle béton	695 m²	0,16	1	2
	Épaisseur :	20 cm				
	Mise en œuvre de l'isolation :	Aucune isolation				
	Isolant :	Aucun				

A la lecture de ce qui a été relevé, nous constatons que les planchers hauts sont moyennement isolés et présentent des défauts d'étanchéité, ainsi qu'une mauvaise évacuation des eaux.

Il est donc nécessaire de reprendre l'isolation sur la toiture terrasse.


Pour se faire, il sera nécessaire de déposer l'étanchéité actuelle. Une attention particulière sera apportée pour maintenir l'étanchéité du bâtiment pendant cette phase afin d'éviter que des infiltrations d'eau ne se produise dans le bâtiment.

De plus, il sera demandé de reprendre les ouvrages béton si cela est nécessaire afin que l'entreprise en charge de l'étanchéité puisse réceptionner un support correct.

Une fois le bâtiment protégé, l'étanchéité devra être reprise. Nous rappelons que ces travaux devront satisfaire le DTU 43.1 – étanchéité des toitures-terrasses et toitures inclinées avec éléments porteurs en maçonnerie en climat de plaine.

B. Bâtiment laboratoire

Le rapport d'ALTEREA nous indique l'état de la toiture terrasse du bâtiment laboratoire :

Plancher haut						
Toiture-terrasse			Surface	U	P	V
	Type :	Charpente métallique	3 350 m²	0,21	2	1
	Épaisseur :	10 cm				
	Mise en œuvre de l'isolation :	Isolation par-dessus				
	Isolant :	Laine de verre				
	Épaisseur d'isolation :	6 cm				
	Étanchéité :	Membrane PVC				
	Pathologies :	Présence de défaut d'étanchéité, Mauvaise évacuation des eaux de pluie				
	Garde-fou 2018 (R) :	RTex 3,3				

Plancher bas						
Plancher bas sur terre-plein			Surface	U	P	V
	Type :	Dalle béton	1 775 m²	0,16	1	2
	Épaisseur :	20 cm				
	Mise en œuvre de l'isolation :	Aucune isolation				
	Isolant :	Aucun				

A la lecture de ce qui a été relevé, nous constatons que les planchers hauts sont moyennement isolés et présentent des défauts d'étanchéité, ainsi qu'une mauvaise évacuation des eaux.

Il est donc nécessaire de reprendre l'isolation sur la toiture terrasse.

Pour se faire, il sera nécessaire de déposer l'étanchéité actuelle. Une attention particulière sera apportée pour maintenir l'étanchéité du bâtiment pendant cette phase afin d'éviter que des infiltrations d'eau ne se produise dans le bâtiment.

De plus, il sera demandé de reprendre les ouvrages béton si cela est nécessaire afin que l'entreprise en charge de l'étanchéité puisse réceptionner un support correct.

Une fois le bâtiment protégé, l'étanchéité devra être reprise. Nous rappelons que ces travaux devront satisfaire le DTU 43.1 – étanchéité des toitures-terrasses et toitures inclinées avec éléments porteurs en maçonnerie en climat de plaine

Pour réaliser ces travaux sur les deux bâtiments, et les rendre thermiquement de meilleure qualité, une étude thermique devra être réalisée, par un bureau d'étude, afin de connaître les besoins de niveaux d'isolation attendus.

Après intervention, il conviendra que l'entreprise en charge de ces travaux effectue les tests nécessaires puis réalise un nettoyage de ses zones de travaux afin de permettre une réception de ses ouvrages.

Il est à noter qu'un dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera à remettre à l'ANSM en fin de chantier.

II. Mise en place d'isolation thermique par l'extérieur

En préambule du programme de travaux à réaliser, il est important de rappeler qu'en cas de modification d'aspect extérieur d'un bâtiment, le propriétaire est tenu de déposer en mairie une demande administrative.

Dans le seul cas d'une modification de façade, une déclaration préalable est suffisante. En effet, l'article Article *R421-17 du Code de l'Urbanisme dispose :


*« Doivent être précédés d'une déclaration préalable lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R*421-14 à *R. 421-16 les travaux exécutés sur des constructions existantes, à l'exception des travaux d'entretien ou de réparations ordinaires, et les changements de destination des constructions existantes suivants :*

a) Les travaux ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment existant, à l'exception des travaux de ravalement ; »

De plus, afin de définir les besoins, une étude thermique devra être réalisée par un bureau d'étude spécialisé.

A. Bâtiment administratif



Le rapport d'ALTEREA nous indique l'état façade du bâtiment administratif :

Paroi opaque					
Murs béton sur extérieurs		Surface	U	P	V
	Type :	Béton plein	697 m ²	0,56	1
	Épaisseur :	20 cm			
	Mise en œuvre de l'isolation :	Isolation par l'intérieur			
	Isolant :	Laine de verre			
	Épaisseur d'isolation :	5 cm			
	Pathologies :	Absence de pathologie			
	Garde-fou 2018 (R) :	RTex 2,9			

Les murs du site sont faiblement isolés. Les murs constituent une source importante de déperditions. La mise en place d'une isolation par l'extérieur permettrait de réduire les consommations, cette optimisation semble faisable au regard de l'aspect architectural du site.

B. Bâtiment laboratoire

Le rapport d'ALTEREA nous indique l'état de la façade du bâtiment laboratoire :

Paroi opaque					
Murs béton sur extérieurs		Surface	U	P	V
	Type :	Béton plein	1 776 m ²	0,56	1
	Épaisseur :	20 cm			
	Mise en œuvre de l'isolation :	Isolation par l'intérieur			
	Isolant :	Laine de verre			
	Épaisseur d'isolation :	5 cm			
	Pathologies :	Absence de pathologie			
	Garde-fou 2018 (R) :	RTex 2,9			
Murs béton sur extérieurs extension		Surface	U	P	V
	Type :	Béton plein	315 m ²	0,39	2
	Épaisseur :	20 cm			
	Année :	1996			
	Mise en œuvre de l'isolation :	Isolation par l'intérieur			
	Isolant :	Laine de verre			
	Épaisseur d'isolation :	8 cm			
	Pathologies :	Absence de pathologie			
	Garde-fou 2018 (R) :	RTex 2,9			

Les murs du site sont faiblement isolés. Les murs constituent une source importante de déperditions. La mise en place d'une isolation par l'extérieur permettrait de réduire les consommations énergétiques.

Après intervention, il conviendra que l'entreprise en charge de ces travaux effectue les tests nécessaires puis réalise un nettoyage de ses zones de travaux afin de permettre une réception de ses ouvrages.

Il est à noter qu'un dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera à remettre à l'ANSM à la fin du chantier.

MISSION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

L'ANSM informe que le futur titulaire pourra disposer à sa convenance de diagnostics précédents déjà effectués, de DCE déjà publiés par le passé afin de l'aider dans sa mission. S'il le juge nécessaire, il pourra faire effectuer toutes autres types de diagnostics.

De plus, l'ANSM se charge de faire établir les diagnostics amiante et plomb, le rapport sera communiqué au titulaire du présent marché dès son obtention. En tout état de cause, la communication du rapport doit intervenir avant le commencement d'exécution des prestations confiées au MOE au titre du présent marché.

Le titulaire sera responsable de l'ensemble du processus de construction, de la conception à la livraison du projet. Il assure la coordination, la supervision et la gestion technique, administrative et financière du chantier, en veillant à respecter les attentes du client, les réglementations et les contraintes budgétaires et temporelles.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants et des articles L. 2430-1 et suivants du Code de la commande publique

La mission comprend : DIAG, PRO, DCE, VISA, EXE, DET, OPC, AOR

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Diagnostics et préconisations
PRO	Études de projet
ACT-DCE	Assistance pour la passation du contrat de travaux, dossier de consultation des entreprises
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
EXE	Études d'exécution et de synthèse
DET	Direction de l'exécution des travaux
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure à l'annexe 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

I. [Détail de la mission DIAG](#)

Le titulaire recevra de la part de l'ANSM différents documents concernant le bâtiment. Après avoir pris connaissance de ces documents, le titulaire réalisera les études et diagnostics complémentaires qui lui semblerait nécessaire.

Une fois la prise la connaissance suffisante du bâtiment et la prise en compte des besoins de l'ANSM, le titulaire remettra une note contenant ses préconisations.

II. [Détail de la mission PRO](#)

En collaboration avec les différents acteurs du projet (ingénieurs, économistes de la construction, bureaux d'étude, etc.), le titulaire élaborera un projet comprenant :

- **Les documents écrits**
 - le mémoire descriptif ;

- les notes techniques descriptives relatives aux ouvrages courants et non courants, y incluant les dispositions constructives;
- les notes de calculs de tous les ouvrages le cas échéant;
- Les diagnostics réalisés
- Une note de préconisations
- les avant-métrés;
- le cas échéant, une proposition d'allotissement;
- le planning prévisionnel de réalisation;
- Le rapport de présentation générale de l'opération ;
- D'établir et suivre l'ensemble des autorisations administratives qui serait nécessaire.
- **Les documents graphiques**
- un plan de situation
- un plan général au 1/500ème ou 1/200ème réalisé au format .dxf ou .dwg sur la base d'un levé topographique;
- les plans de principe, dessins, coupes, détails constructifs, perspectives des aménagements spécifiques et des ouvrages particuliers ;

Le titulaire veillera à respecter les normes de construction, à optimiser la performance énergétique et à répondre aux attentes de l'ANSM.

De plus, le titulaire devra respecter l'enveloppe budgétaire communiqué par l'ANSM.

III. Détail de la mission ACT/DCE

L'assistance pour la passation du/des contrat(s) de travaux se rapporte directement à l'organisation de la commande publique. Celle-ci se caractérise, en particulier, par un formalisme important destiné à garantir le respect des principes qui la régissent, au premier rang desquels se situent le libre accès et l'égalité de traitement des candidats. Dans le cadre de l'exécution de cet élément de mission, le titulaire apporte une attention particulière au strict respect des règles en matière de commande publique. De plus, le titulaire assistera le maître d'ouvrage dans la mise en œuvre de la dématérialisation des procédures (mise en ligne des pièces, ouverture des plis sur la plate-forme ...). Cet élément de mission comprend au moins.

➤ **Selection des candidats**

Le titulaire propose au maître de l'ouvrage les niveaux de qualification ou de références qui lui paraissent devoir être requis des candidats, ainsi que la liste des documents qu'il souhaite voir remis par ceux-ci à l'appui de leurs offres ou candidatures, en vue de l'établissement de l'avis d'appel public à la concurrence et du règlement de consultation.

➤ **Dossier de consultation des entreprises**

Le titulaire élabore le projet de Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) constitué des pièces administratives et techniques.

Il en assure la cohérence et la compatibilité entre ces pièces et les documents fournis par les autres intervenants (coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé si sa désignation s'est avérée nécessaire au vu des études, Ordonnancement Coordination et Pilotage du chantier, etc.).

Le titulaire s'assure de l'absence de contradiction entre les différentes pièces et de la cohérence entre les documents écrits et documents graphiques. Le cas échéant, il contrôle les interfaces entre les lots.

Dans les marchés de travaux, le titulaire doit apporter des précisions, énumérées ci-après, relatives à la gestion des déchets de chantier et joindre le diagnostic éventuel :

- La fourniture par les candidats d'une notice retraçant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de Chantier (SOSED). Cette notice comprendra:
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.
- La prescription de clauses techniques relatives à la gestion des déchets de chantier ;
- La contractualisation du SOSED dans les pièces administratives du marché;

- Les obligations des entreprises dans la mise en place de la politique de gestion de déchets de chantier;
- La mise au point du SOSED pendant la période de préparation du chantier ;
- La définition des prix liés à la gestion des déchets de chantier ;

Les pièces techniques élaborées par le titulaire comportent :

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les cadres de bordereaux de prix ;
- les cadres de détails estimatifs permettant aux entreprises de les renseigner par les prix, pour former les détails estimatifs ou les décompositions du prix global forfaitaire. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils comportent les quantités établies par le titulaire ;
- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE), par lot le cas échéant ;
- les pièces graphiques constituées des plans généraux et, le cas échéant, des plans propres à chacun des lots.
- Le cadre de réponse technique
- Une proposition de critères et de pondération
- Une grille analyse technique

La reproduction des DCE remis aux entreprises est à la charge du maître de l'ouvrage.

Les versions informatiques pour la dématérialisation sont à produire par le maître d'œuvre.

Celui-ci assistera le maître d'ouvrage pour la dématérialisation des procédures.

➤ **Phase de consultation**

Durant la consultation, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence,

- aucune modification ne peut être apportée au DCE sans l'accord du maître de l'ouvrage
- le titulaire communique au maître de l'ouvrage tout renseignement complémentaire sollicité par les entreprises, cette information est faite par écrit ;

- le maître de l'ouvrage interdit au titulaire la communication à quiconque de la liste des entreprises admises à remettre une offre (appel d'offres restreint) ou de la liste des entreprises qui ont retiré le dossier de consultation (appel d'offres ouvert).
- **Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise**

Le titulaire assiste aux différentes réunions de la commission d'appel d'offres. A ce titre, il participe à l'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.

Cette analyse porte sur l'examen des capacités professionnelles et financières des candidats, demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Toutes les dispositions s'appliquent aussi aux offres dématérialisées remises sur la plateforme de dématérialisation.

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître de l'ouvrage transmet au titulaire, pour analyse, les propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ces propositions qu'il doit restituer intégralement au maître de l'ouvrage.

Si des variantes ou options sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le titulaire doit accomplir les tâches d'analyse, de contrôle, etc. impliquées par l'étude de ces variantes.

Le titulaire doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée, faisant apparaître, le cas échéant, les homogénéités ou hétérogénéités des chiffrages par rapport aux avant-métrés qu'il a réalisés.

Le titulaire est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le rapport d'analyse comportera au minimum les informations suivantes :

- Rappel des critères de jugement des offres ;
- Rappel des résultats de l'appel d'offres (solution de base) sous forme de tableau par ordre d'enregistrement des offres ;
- Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur du détail estimatif (ou de la DPGF) et de l'acte d'engagement ainsi que la cohérence entre ces pièces ;

- Vérification technique des solutions de base, point par point, sous forme de tableau à colonnes. Les points à examiner seront, au minimum, les points à définir par les entreprises dans le CCTP et le cas échéant dans le complément au CCTP. Le tableau sera suivi d'un commentaire mentionnant :
 - pour chaque offre si son contenu est conforme au dossier de consultation des entreprises (caractéristiques des principaux produits, schéma organisationnel du plan d'assurance qualité, mémoire justificatif, etc.)
 - la comparaison de la qualité des solutions proposées par les candidats ainsi qu'un classement qualitatif, justifié de manière aussi précise que possible ;
 - l'examen des variantes et/ou options sur les plans financier et technique ;
 - une synthèse de chaque offre et une proposition de classement au regard des critères en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, options à retenir).

➤ **Présence et présentation au CMP**

Il appartient au titulaire d'assister le Maître d'Ouvrage lors de la Commission des Marchés Publics. Pour cela, il sera présent et présentera son rapport d'analyse des offres à la commission afin d'apporter, si nécessaire, des explications ou des précisions sur l'analyse technique des offres soumise aux membres de la commission.

➤ **Appel d'offres infructueux**

En cas de dépassement par rapport à l'engagement du titulaire, et avant que le maître de l'ouvrage ne déclare l'appel d'offres infructueux, le titulaire établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel des travaux et de procéder à une nouvelle mise en concurrence.

Si l'appel d'offres est déclaré infructueux, le titulaire doit modifier le DCE et assister le maître de l'ouvrage pour la passation des contrats soit par nouvel appel d'offres, soit par voie de négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait.

➤ **Mise au point des marchés**

Il appartient au titulaire d'assister le maître de l'ouvrage pour les éventuelles mises au point des offres en vue de la signature des marchés.

A cet effet, il remet au maître de l'ouvrage l'exemplaire original des pièces, éventuellement modifiées, constituant le marché (y compris les pièces administratives).

Afin de garantir le bon respect des textes en vigueur, le titulaire a en charge l'aide et le conseil administratif du maître d'ouvrage. Dans ce cadre il s'assurera de la mise en ligne des avis d'intention de conclure et d'attribution lorsqu'il sera jugé utile d'y procéder.

IV. Détail des missions EXE et VISA:

Les études d'exécution, fondées sur les études de projet permettent la réalisation de l'ouvrage.

Elles concernent l'ensemble des parties de l'ouvrage.

Les études d'exécution doivent traduire, le cas échéant au niveau de chaque lot, la cohérence technique du projet. Elles doivent également traduire graphiquement les dispositions des fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ou des autres documents généraux et non pas se référer uniquement à ces textes.

Ces études seront à la charge de l'entrepreneur.

Les choix de matériaux, les solutions techniques et les procédés de mise en œuvre doivent être précisés sans ambiguïté.

Les études d'exécution doivent définir graphiquement la configuration des matériaux mis en place et doivent comporter les notes de calcul.

Pendant la période de préparation de chantier, l'entreprise titulaire du marché de travaux élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre.

VISA par la maîtrise d'œuvre qui valide l'ensemble des documents d'exécutions y compris les études de synthèse des entreprises.

Les entreprises de travaux remettent les pièces suivantes pour VISA et validation du Maître d'œuvre :

a) plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier

b) devis quantitatif détaillé

c) actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état

V. Détail de la mission DET

Le titulaire est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit :

- s'assurer que les documents d'exécution (plan d'assurance de la qualité, caractéristiques techniques, etc.) ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris en ce qui concerne l'application effective d'un plan d'assurance de la qualité ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- établir les projets d'avenants aux marchés de travaux et les décisions de poursuivre au de là de la masse initiale, accompagnés des justificatifs nécessaires;
- informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables. Pour ce faire il fournit, en particulier, un état récapitulatif des ordres de service délivrés ;

- vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs ;
- établir les états d'acomptes, et y faire figurer la date de réception ou de remise des projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs. Le cas échéant notifier les états d'acompte à l'entrepreneur si le projet établi par celui-ci est modifié ;
- vérifier le projet de décompte final présenté par les entrepreneurs, puis établir le décompte général et y faire figurer la date de réception ou de remise du projet de décompte final présenté par les entrepreneurs ;
- notifier le décompte général à l'entrepreneur ;
- donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs à l'encontre des ordres de service, en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation des entreprises;
- collecter les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à leur mise en service.

En ce qui concerne la gestion des déchets de chantier :

- pendant la période de préparation de chantier, le titulaire s'assure, en concertation avec le coordonnateur SPS et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets ;
- il veille à la mise en œuvre de la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- il veille au maintien de l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- il assure le suivi de la mise en œuvre des dispositions prévues au SOSED ;
- il collecte l'ensemble des documents liés au contrôle, au suivi et à la traçabilité des déchets de chantier.

➤ **Période de préparation**

La durée de la période de préparation, ainsi que les conditions d'établissement durant cette période des documents exigés par les marchés de travaux, sont fixées à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues à cet article du CCAG.

➤ **Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

L'entreprise titulaire du marché de travaux établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

➤ **Présence du titulaire sur le chantier**

Pour exercer la direction de l'exécution des contrats de travaux, le titulaire doit assurer une présence significative sur le chantier, il est représenté par la ou les personnes qualifiées désignées dans l'acte d'engagement.

Au moins un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le titulaire en accord avec le maître de l'ouvrage qui peut y être représenté.

Le titulaire organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés et dont il en informe le maître de l'ouvrage qui pourra y assister ; ces réunions sont destinées à :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées;
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et diffusé à tous les intervenants de l'opération (entreprises, maître de l'ouvrage, conducteur d'opération, coordonnateur SPS, etc.).

➤ **Journal de chantier**

Le titulaire tient un journal de chantier où sont consignés pendant toute la durée du chantier :

- ses visites et constatations ;
- les visites et constatations des autres intéressés tels que le maître de l'ouvrage, le conducteur d'opération, etc. ;

- tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques ;
- tous les ordres de services et constats ;
- les comptes rendus de chantier ...

Ce journal devient la propriété du maître de l'ouvrage à qui il est remis en fin de chantier.

➤ **Réunions avec le maître de l'ouvrage**

Le titulaire participe à la réunion hebdomadaire organisée par le maître de l'ouvrage pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés.

Les autres intervenants sont conviés à cette réunion.

➤ **Vérification des décomptes d'entreprises**

Pour l'établissement des décomptes des marchés de travaux, le titulaire se conforme aux prescriptions du CCAG applicable aux marchés de travaux et au CCP du présent marché et des CCAP des marchés de travaux.

➤ **Travaux supplémentaires**

Le titulaire est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value.

Ces propositions sont établies suite à une demande du titulaire, du maître de l'ouvrage ou des entrepreneurs.

En application de l'article 14 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le titulaire peut notifier aux entrepreneurs des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs.

➤ **Sous-traitants**

Le maître d'œuvre est associé à l'acceptation des sous-traitants ; il s'oblige en outre à signaler au maître de l'ouvrage tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise.

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux :
 - Jusqu'au parfait achèvement

- L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.
- Phasage :
 - Le maître d'œuvre pourra proposer des phases opérationnelles de réalisation des travaux.
 - Le phasage sera définitivement validé à l'issue des études PRO.

VI. Détail de la mission OPC

Une fois les contrats signés avec les entreprises de travaux, le maître d'œuvre supervise et coordonne les travaux sur le chantier. Il assure le suivi technique des travaux en vérifiant leur conformité aux plans et aux règles de l'art, s'assure du respect des délais et du budget prévu, organise les réunions de chantier et rédige les comptes rendus.

Le titulaire sera responsable de la coordination et du pilotage du chantier. Pour ce faire, il devra :

- Analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;
- Harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants • au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux ;
- Mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

VII. Détail de la mission AOR

La mission comprend notamment

➤ Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)

Les obligations du titulaire relatives à la réception des ouvrages sont celles définies aux articles 40 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires d'un marché, la mission du maître d'œuvre consiste à :

- procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire :
 - reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée
 - réaliser les essais de réception selon le programme qu'il aura mentionné dans les marchés de travaux ;
 - vérifier que les épreuves, analyses et essais imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants.
- dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur, l'adresser au maître de l'ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service de l'ouvrage ;
- faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au maître de l'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

➤ **Garantie de parfait achèvement (GPA)**

La mission du titulaire se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles faites aux entreprises pendant cette période. Etant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

Les missions du titulaire pendant cette période sont les suivantes :

➤ **Levée des réserves**

- Compte tenu des décisions prises par le maître de l'ouvrage :
 - faire reprendre toutes les parties d'ouvrages non entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution ;
 - proposer au maître de l'ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au cahier des charges des

- marchés de travaux et diriger tous travaux éventuellement nécessaires pour lever les remarques et observations formulées;
- constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée des réserves dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
 - proposer au maître de l'ouvrage, tous moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise dans les meilleurs délais et en application des dispositions contractuelles des marchés de travaux ;
 - ordonner, diriger et contrôler les travaux de réfection correspondants.
- **Autres prestations dues au titre de la garantie de parfait achèvement**
- pendant le délai de garantie défini à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire est tenu de veiller à ce que les entrepreneurs se conforment aux obligations qui leur sont imposées par le même article ;
 - il devra inviter les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires à la réparation des désordres ou dysfonctionnements ;
 - le titulaire effectue toutes "visites de contrôle d'achèvement" au cours de laquelle :
 - il s'assure que les désordres ou dysfonctionnements relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles ;
 - il accepte ou refuse les travaux ou reprises effectués depuis sa précédente visite ;
 - **Deux (2) mois** au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le titulaire organise une "visite de fin de délai d'achèvement".

Au cours de cette visite, qui réunit le titulaire et le maître de l'ouvrage, le titulaire effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient par reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés sur ce cahier.

La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le titulaire. Il le notifie aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum de **20 jours**.

Si à l'issue du délai précité, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire le convoque en vue d'une constatation de non-achèvement des ouvrages.

La constatation de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et signé par lui et l'entrepreneur : si ce dernier refuse de signer il en est fait mention.

La procédure de constatation de non-achèvement doit être organisée par le titulaire au plus tard **30 jours** avant la fin du délai de garantie.

➤ **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Il appartient au titulaire de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, ainsi que les plans de récolement en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

- L'élaboration des cahiers des charges correspondant à chaque mission et adaptés aux besoins de l'opération
- L'élaboration des pièces administratives et techniques éventuelles en vue de consulter des prestataires
- L'assistance au maître d'ouvrage pour la consultation
- L'analyse et classement des offres des prestataires
- L'aide au choix d'un prestataire – La vérification et validation des prestations dans le cas du levé topographique et de l'étude géotechnique en particulier